

dans leurs propres frontières toute leur vie économique. En définitive, l'idée prend la forme de pas d'exportation ni d'importation."...

On ne saurait dire plus vrai, je pense, du Canada.

"...sauf en tant que les obligations internationales existantes ou des raisons de climat les imposent.

"Aujourd'hui tout pays qui s'isole cause un tort très grave à sa propre vie économique. Même cette grande république, si opulente en ressources naturelles, se trouve aujourd'hui tellement liée à l'union économique mondiale qu'un affaiblissement de la fortune de pays moins favorisés, le fléchissement de leur commerce, la diminution de leur pouvoir d'achat, provoquent une réaction désastreuse sur la prospérité de ce pays.

"Les marchés extérieurs apportent le volume supplémentaire de ventes dont on a besoin pour réaliser un bénéfice. Les tarifs ferment ces marchés. Les tarifs détruisent les profits."

Ecoutez maintenant M. Georges Theunis, ancien premier ministre de la Belgique, et récent président de la Chambre de commerce internationale :

Personnellement je suis convaincu que la politique commerciale et le tarif douanier en vigueur dans la plupart des pays du monde constituent l'une des causes fondamentales de nos difficultés économiques à l'heure qu'il est. C'est précisément dans ce domaine que l'action concertée serait la plus fructueuse; mais il faudra une longue patience et des efforts considérables. L'on peut compter qu'une politique douanière libérale améliorerait la situation dans le domaine des affaires. Mais la dépression actuelle a pour effet de rendre plus prononcées les tendances protectionnistes des divers pays.

Et le général W. W. Atterbury, président du Pennsylvania Railway :

Les hautes barrières douanières que les nations érigent l'une contre l'autre constituent au moins un des sept éléments fondamentaux qu'il faut "rectifier", si l'on veut remettre le commerce sur des assises solides et sûres.

Les barrières douanières que presque toutes les nations érigent l'une contre l'autre, tendent à isoler les différents pays en compartiments étanches, au point de vue échanges, et ajoutent encore aux difficultés du problème des dettes de guerre.

Le docteur Benjamin M. Anderson, économiste de la Chase National Bank de New-York, exprime la même opinion :

Nous sommes en pleine crise économique, une crise qui sévit dans tout le globe. Ce qui empêche surtout une prompt solution c'est l'état de notre commerce extérieur. Et ce sont nos tarifs hautement protectionnistes qui entravent plus que toute chose un nouvel essor de nos échanges avec l'étranger. La méthode la plus prompte pour sortir de notre impasse serait d'abaisser nos tarifs et, partant, de permettre à nos clients étrangers de vendre plus de marchandises ici et ainsi obtenir plus de dollars pour solder l'intérêt sur leurs dettes envers nous et pour acheter nos produits. Si nous n'achetons pas nous ne pouvons pas vendre. Si

[L'hon. M. Ralston.]

nous n'achetons pas assez, nous ne pouvons pas vendre assez.

Si l'on me permet de le dire avec le plus grand respect, ce royal voyageur de commerce qu'est Son Altesse royale le prince de Galles, a exprimé la pensée d'un grand nombre de gens, lorsqu'il a dit, à la conférence commerciale à laquelle assistait l'honorable représentant d'Argenteuil (sir George Perley), je crois :

En étudiant la langue espagnole j'ai été bien impressionné de voir qu'en Argentine on emploie généralement pour désigner le commerce étranger l'expression "intercambio commercial". Voilà un terme qui, à mon sens, a une portée plus large que le nôtre et donne une conception plus nette de la réciprocité essentielle du commerce.

Si l'univers se trouve en si mauvaise posture aujourd'hui c'est parce qu'on ne reconnaît pas que le commerce constitue un échange, et parce que l'on fait obstacle à la réciprocité commerciale.

Voilà en somme la différence entre mon très honorable ami et ceux qui siègent de notre côté de la Chambre (la gauche). Il essaie d'améliorer la situation en haussant le tarif, alors que les plus grands économistes et hommes d'Etat du monde soutiennent que les tarifs sont la cause de notre ruine. Le Canada se trouve dans une meilleure position que tout autre pays pour battre la marche sur cette question, et adopter une politique tarifaire sensée et raisonnable qui ne renfermera pas les éléments préconisés par mon très honorable ami, mais sera plutôt conforme aux suggestions faites par les messieurs dont j'ai cité l'opinion.

En ce qui concerne les traités commerciaux, mon très honorable ami a dit qu'ils devaient être mutuellement avantageux. Comment pourra-t-il appliquer son principe s'il continue à imposer des droits comme il le fait. Il y a un axiome qui dit que l'on doit traiter tout le monde avec justice. J'ose espérer que mon très honorable ami n'est pas déjà tellement avancé dans la voie qui mène à la ruine commerciale qu'il ne pourra pas voir les signes avertisseurs, et qu'il pourra rebrousser chemin avant qu'il ne soit trop tard.

Cela suffit quant aux principes généraux des tarifs. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans les détails des articles. En passant je note que l'on a relevé de nouveau les droits sur les automobiles. Cela fait contraste avec l'attitude prise par feu M. Robb lorsqu'en 1926, à titre de ministre des Finances, il présenta un budget qui soulagea les consommateurs, ne fit apparemment aucun tort à l'industrie de l'automobile, et fut acclamé comme un acte d'homme d'Etat. Mon très honorable ami, en vertu des pouvoirs conférés au Gouverneur en conseil par la loi de la dernière session,